

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

L'ADEeF est favorable à ces catégories (HTA pour le RPD, exclusion de la BT). Toutefois, pour l'ADEeF, il est primordial que les GRD ne soient pas concernés par ce dispositif. Les modalités de gestion de la puissance de raccordement des ouvrages concernés relèvent du cadre général des relations entre gestionnaires de réseaux, spécifique à leurs missions d'exploitation et de développement des réseaux.

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

L'ADEeF est favorable à la formule proposée.

L'ADEeF propose d'ajouter une condition afin de prévoir le cas où la puissance en soutirage maximale au cours des deux dernières années aurait été inférieure à la puissance souscrite : la puissance de raccordement adaptée ne pourra alors pas être abaissée en dessous de la puissance souscrite (afin de respecter la condition $P_{\text{raccordement}} \geq P_{\text{souscrite}}$).

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

L'ADEeF n'est pas favorable au fait de réaliser un calcul annuel de mise à jour de la valeur des puissances de raccordement de l'ensemble des clients. En effet, effectuer un tel calcul pour l'ensemble des clients HTA engendrerait une charge de gestion trop importante pour les GRD. En outre, un client qui souhaiterait connaître la puissance de raccordement calculée par son GRD pourrait appliquer lui-même la formule de calcul qui lui aura été communiquée par ledit GRD au moment de l'entrée en vigueur du dispositif s'il est déjà raccordé à cette date, ou dans la convention de raccordement qu'il aura signée s'il se raccorde à une date postérieure.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

L'ADEeF est favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée sans indemnisation.

Concernant le caractère automatique de cette modification de puissance, l'ADEeF renvoie aux réponses

individuelles de ses membres. L'ADEEF considère que les modalités d'application du dispositif pourraient être différenciées sur les territoires des ELD, notamment en ce qui concerne l'automatisme de son application, pour tenir compte de la charge que représente ce dispositif pour chaque GRD.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

L'ADEEF, qui rassemble tous les GRD, est favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation.

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Au regard du nombre de clients HTA desservis, mettre en œuvre cette indemnisation aurait un impact opérationnel important pour les GRD, a fortiori dans le cadre d'une application automatique du dispositif. C'est pourquoi les GRD sont défavorables au versement d'une indemnisation.

D'autre part, elle réduirait d'autant la capacité du dispositif à remplir l'objectif visé par cette disposition législative.

Si une indemnité devait être proposée au client, elle devrait donc rester limitée.

Si l'option 2 était retenue, les GRD soulignent que l'indemnité ne doit être versée qu'en cas de demande d'augmentation de puissance, et uniquement lorsque celle-ci implique le versement d'une contribution de raccordement.

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

L'ADEEF est favorable à la limitation dans le temps du droit à cette éventuelle indemnisation.

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

L'ADEEF est favorable à une indemnisation au forfait, sans prendre en compte l'ancienneté de l'installation. En effet, les informations sur la date de mise en service et le montant payé historiquement par le client sont indisponibles pour de trop nombreux utilisateurs. Un montant forfaitaire est donc préférable et plus simple à mettre en œuvre.

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Comme exposé à la question 12, les GRD ne disposent pas toujours la date de mise en service et du montant payé historiquement par le client. Aussi, l'ADEEF n'est pas favorable à la proposition d'indemnisation dégressive en fonction des coûts de raccordement historiques payés par l'utilisateur et de son ancienneté. L'ADEEF préfère, si une indemnité devait être mise en place, une indemnisation sur la base d'un forfait, qui serait plus simple d'application.

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Si une indemnisation des clients devait être mise en place lors de la reprise de puissance de raccordement, l'ADEeF est favorable à ce que cette indemnisation se fasse sur la base d'un forfait et est en accord avec la formule et le forfait proposés pour les GRD.

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée Nmoy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

L'ADEeF est favorable à la durée Nmoy de 25 ans proposée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue.

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Comme exposé aux questions précédentes, si une indemnisation devait être mise en place, les GRD souhaitent que son mode de calcul soit le plus simple possible. Par conséquent, l'option 2.2 leur semble plus adaptée que l'option 2.1.

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Si des indemnités devaient être mises en œuvre, l'ADEeF est favorable à un forfait déterminé par un pourcentage du coût des travaux à la charge de l'utilisateur (c'est-à-dire après réfaction). L'ADEeF propose dans ce cas de limiter au maximum cette indemnité. L'ADEeF est donc favorable à ce que cette indemnité ne dépasse pas les 40% évoqués dans cette consultation.

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

L'ADEeF invite la CRE à prévoir un retour d'expérience sur la mise en œuvre de ce dispositif de récupération de puissance, qui pourra être l'occasion de se réinterroger sur les évolutions à apporter au dispositif.